

La ministre de la Transition écologique Barbara Pompili « assume » sa décision

Demandant aux élus alsaciens de ne pas chercher à « repousser l'inévitable », la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, a indiqué, mercredi au Sénat, que l'enfouissement définitif des déchets de Stocamine à Wittelsheim est « la moins mauvaise décision dans la situation telle qu'elle est maintenant ».

Barbara Pompili persiste et signe. Répondant à une question du sénateur bas-rhinois Jacques Fernique (EÉLV) devant la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat, mercredi, la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili a défendu le choix du confinement définitif.

« Plus on attend, plus c'est criminel »

« La décision que j'ai prise sur Stocamine, je considère que c'est la moins mauvaise décision dans la situation telle qu'elle est maintenant et pas dans un idéal... J'assume cela. Toutes les mesures qui sont prises par les élus d'Alsace pour repousser l'inévitable, ça nous fait juste perdre du temps et prendre un peu plus de risques pour l'environnement et pour les personnes qui travaillent dans cette mine », a-t-elle ajouté lors de cette audition organisée précisément un an après sa descente en fond de mine.



Un an après sa descente en fond de mine, la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili [au centre] a défendu sa décision d'enfouir définitivement les déchets.

Photo archives L'Alsace/Darek SZUSTER

Barbara Pompili a encore estimé que « plus on attend, plus c'est criminel ». « Cela fait 20 ans que, pour des raisons souvent mauvaises, on reporte les décisions. Toutes les expertises indiquent que, si on veut retirer, nous n'avons plus le temps d'extraire l'intégralité des déchets. Même si je faisais retirer encore une partie des déchets, ce serait une partie infime et il resterait encore des déchets au fond qu'il

faudrait traiter. Plus j'attends, plus je tergiverse, plus je vais nommer une nouvelle commission, plus je vais encore repousser les décisions. Les collectivités, les députés, les sénateurs ont tous été associés. Est-ce que ma responsabilité, en tant que politique, c'est de repousser encore une échéance dont on sait que plus on la repousse, plus c'est dangereux pour les personnes qui interviennent dans

la mine et pour la nappe phréatique d'Alsace ? », a demandé Barbara Pompili.

« Si j'avais le moindre doute, jamais je n'aurais pris une telle décision »

Et la ministre de la Transition écologique d'ajouter encore : « Si j'avais le moindre doute, jamais je n'aurais pris une telle décision. Ce qui va arriver à

force d'attendre et de ne pas prendre les décisions dont on sait qu'elles sont inéluctables, c'est qu'on va mettre en danger les gens qui travaillent dans la mine. On sait que la mine est en train de se refermer sur elle-même, et si on ne prend pas de décision, les travaux de confinement pourraient ne pas être faits correctement. Ce qui serait le plus embêtant pour la nappe phréatique... Le danger pour cette nappe, ce n'est pas le confinement des déchets de Stocamine, mais les sites industriels polluants que nous allons enfin traiter grâce à l'enveloppe de 50 millions d'euros qui a été dégagée », a soutenu la ministre.

Le sénateur Fernique a réagi hier. « Cette réponse relève de l'obstination. Le gouvernement persiste dans son parti pris : quand l'argument d'autorité et le ton pathétique habillent l'aveuglement. »

Alors qu'approche le vingtième anniversaire de l'incendie survenu le 10 septembre 2002, les travaux de confinement sont stoppés depuis l'arrêt de la cour administrative d'appel de Nancy qui, faute de garanties financières de l'État actionnaire, avait cassé l'arrêté préfectoral autorisant les travaux de confinement définitif. En réaction, le gouvernement avait introduit un amendement dans la loi de finances 2022, finalement jugé non conforme par le Conseil constitutionnel fin décembre

Laurent BODIN [avec AFP]